

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 1851

[2004/200949]

**3 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécial, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, notamment l'article 45, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 5 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 13 mars 2003;

Vu le protocole n° 290 du Comité de négociation de Secteur XVII conclu le 15 mai 2003;

Vu l'avis n° 35.900/2 du Conseil d'Etat, donné le 7 janvier 2004;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

Vu la délibération du Gouvernement du 3 mars 2004;

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents de l'Institut de la Formation en cours de carrière, ci-après dénommé "l'Institut".

Art. 2. Sous réserve des modalités fixées par le présent arrêté, l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française sont applicables aux agents de l'Institut.

Les dispositions qui modifient, complètent ou remplacent les dispositions des arrêtés visés à l'alinéa 1^{er} sont applicables de plein droit aux agents visés à l'article 1^{er}, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté.

Pour l'application, aux agents visés à l'article 1^{er}, des règles ci-dessus, il y a lieu de substituer aux mots "agents des Services du Gouvernement" qui figurent dans celles-ci, les mots "agents de l'Institut".

CHAPITRE II. — *Modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996
portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 3. L'article 1^{er} doit se lire comme suit :

"Article premier. - La qualité d'agent de l'Institut est reconnue à tout membre du personnel qui y est occupé à titre définitif."

Art. 4. L'article 2, § 1^{er}, doit se lire comme suit :

"§ 1^{er}. Chaque membre du personnel est nommé à un grade, conformément au tableau figurant en annexe I au présent arrêté, qui le situe dans un rang et dans une catégorie et qui l'habilite à occuper un des emplois prévus au cadre de l'Institut et qui correspond à ce grade."

Dans le même article, le § 2, 1^o, doit se lire comme suit :

"1^o au niveau 1 : quatre rangs désignés par les numéros 10 à 12 et 15."

Art. 5. L'article 3 n'est pas applicable.

Art. 6. L'article 6 doit se lire comme suit :

"Art. 6. La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des agents d'un grade classé au rang 15."

Art. 7. Les articles 7 et 8 ne sont pas applicables.

Art. 8. L'article 11 doit se lire comme suit :

"Art. 11. Il existe, au sein de l'Institut, un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 15 et 12.

Il est présidé par le fonctionnaire dirigeant. Le(la) président(e) désigne le membre du Conseil de direction qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Toute décision individuelle prise à l'égard d'un membre du personnel par le Conseil de direction a lieu au scrutin secret."

Art. 9. L'article 12 n'est pas applicable.

Art. 10. L'article 14 doit se lire comme suit :

"Art. 14. Sur avis conforme du Conseil de direction, le Bureau autorise le cumul d'activités dans les affaires privées ou publiques aux conditions suivantes :

1^o le cumul n'a pas trait à une activité ou occupation incompatible avec la qualité de membre du personnel de l'Institut;

2^o le cumul ne couvre pas des périodes d'activités complémentaires qui rendent impossible l'accomplissement normal par le membre du personnel de ses fonctions;

3^o le cumul n'est pas de nature à induire dans le chef du public une confusion entre les activités fonctionnelles et privées du membre du personnel.

Le refus du cumul d'activités fondé sur une incompatibilité ou une circonstance autre que celles visées aux points 2 et 3 de l'alinéa précédent ainsi que le refus du cumul d'activités relatif à un mandat exercé au nom d'un autre Gouvernement dans des entreprises privées sont décidés par le Bureau, sur avis du Conseil de direction.

La décision du Gouvernement de confier à un membre du personnel de l'Institut un mandat visé à l'article 13, 2^o, alinéa 1^{er}, emporte de plein droit autorisation du cumul pour l'exercice de ce mandat.

Les agents bénéficiant d'une autorisation de cumul dans un secteur d'activités soumis à leur contrôle administratif, budgétaire ou financier direct veillent, pour ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en cumul et, s'il échet, l'organisme tiers pour compte duquel cette activité est exercée, à ce que ledit contrôle soit effectué de manière indépendante par un autre agent."

Art. 11. L'article 16 doit se lire comme suit :

"Art. 16. Le Bureau peut déclarer vacant tout emploi du rang le moins élevé de chaque niveau définitivement dépourvu de titulaire ou tout emploi du même rang qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par recrutement."

Art. 12. A l'article 19, l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} doit se lire comme suit :

"Ils sont appelés en service en qualité de stagiaires, avec jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel l'instance qui se porte garante de la sélection a mis les intéressés à la disposition de l'Institut. "

Dans le même article, le paragraphe 2 doit se lire comme suit :

"Le stagiaire relève, pendant la durée de son stage, du Fonctionnaire dirigeant. Il effectue son stage conformément à l'article 24."

Art. 13. L'article 23 doit se lire comme suit :

"Art. 23. § 1^{er}. Le stage des candidats aux niveaux 1 et 2+ est accompli sous la maîtrise d'un Collège de stage composé :

- du Fonctionnaire dirigeant;
- du supérieur hiérarchique immédiat de rang 10 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

§ 2. Le stage des candidats aux autres niveaux est accompli sous la maîtrise conjointe d'un maître de stage et du supérieur hiérarchique immédiat.

§ 3. Un maître de stage est désigné par le Bureau parmi les agents de l'Institut d'un grade de rang 10 au moins et ayant suivi un programme de formation dont le contenu est arrêté par le fonctionnaire général dirigeant le Service général de la Fonction publique des Services du Gouvernement."

Art. 14. L'article 28 doit se lire comme suit :

"Art. 28. - Dans le cas visé à l'article 26, 1^o, le stagiaire est nommé par le Bureau en qualité de membre du personnel statutaire au grade auquel il s'est porté candidat. Il est affecté à un emploi de son grade et de sa catégorie inscrit au cadre de l'Institut."

Art. 15. L'article 29, alinéa 2, doit se lire comme suit :

"Si l'admission au stage est retardée parce qu'une enquête s'impose pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable et si le stagiaire est dépassé à l'Institut par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat, ou le mieux classé de ces lauréats, a commencé son stage."

Art. 16. L'article 30 doit se lire comme suit :

"Art. 30. Les agents prêtent le serment prévu à l'article 1^{er}, § 4 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région, et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent entre les mains du Bureau ou au membre du Bureau auquel le Bureau a délégué ce pouvoir.

S'ils refusent de prêter le serment dans le mois, ils sont réputés démis de leurs fonctions."

Art. 17. L'article 37 doit se lire comme suit :

"Art. 37. Sauf en ce qui concerne la promotion en carrière plane, et sans préjudice de l'article 17sexies, § 3, le Bureau peut déclarer vacant tout emploi dépourvu de titulaire ou tout emploi qui sera définitivement dépourvu de titulaire dans les six mois à venir en vue d'y pourvoir par promotion, par changement de grade, par changement de catégorie, par transfert ou par mutation."

Art. 18. L'article 38 doit se lire comme suit :

"Art. 38 § 1^{er}. Lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige ou les besoins du service le justifient, le Bureau peut, après avis du Conseil de direction, déterminer des conditions particulières de nomination par promotion, par accession au niveau supérieur, par promotion par avancement de grade, par changement de grade ou par changement de catégorie.

Ces conditions reproduisent, notamment, les titres, les aptitudes ou les qualifications particulières requis pour la nomination.

La vérification des aptitudes requises est opérée selon les modalités fixées par le Bureau.

Les conditions particulières sont rappelées à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats.

§ 2. Préalablement à une déclaration de vacance d'emploi, l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination décide si, eu égard aux besoins du service, un profil de fonctions doit correspondre à l'emploi considéré.

Lorsqu'il est requis, le profil de fonction est établi par le Conseil de direction.

Il est porté à la connaissance des agents lors de l'appel aux candidats. "

Art. 19. L'article 39 n'est pas applicable aux fonctionnaires généraux.

Art. 20. L'article 70 doit se lire comme suit :

"Il est publié annuellement une liste nominative des agents de l'Institut mentionnant leur niveau, leurs anciennetés administratives, leur catégorie, leur date de naissance ainsi que l'échelle de traitement qui leur est attribuée."

Art. 21. L'article 71 doit se lire comme suit :

"Art. 71. Il est publié un organigramme de l'Institut reprenant sa structure, avec indication des responsables.

Il est procédé à une nouvelle publication à chaque modification de la structure de l'Institut."

Art. 22. L'article 72 n'est pas applicable.

Art. 23. Les articles 94 à 98 ne sont pas applicables.

Art. 24. L'article 106 doit se lire comme suit :

"Art. 106. Il est institué une Chambre de recours de l'Institut, compétente pour les agents de l'Institut, à l'exception des fonctionnaires généraux."

Art. 25. L'article 107, § 4, doit se lire comme suit :

"§ 4. Les président et président suppléant composant la Chambre de recours compétente pour les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française assument les mêmes fonctions au sein de la Chambre de recours visée à l'article 106."

Dans le même article, le § 5 doit se lire comme suit :

"§ 5. - Les assesseurs et assesseurs suppléants sont désignés pour moitié par les organisations syndicales représentatives au Comité de négociation du Secteur XVII, à raison d'un assesseur et de deux assesseurs suppléants par organisation syndicale. Pour l'autre moitié, ils sont désignés par le Gouvernement.

Les assesseurs sont choisis parmi les membres du personnel statutaire de l'Institut ou de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française, âgés de 35 ans au moins et comptant une ancienneté de service de cinq ans. A défaut de membre du personnel statutaire remplissant cette condition, il peut y être dérogé. Ils ne peuvent faire l'objet d'une mention d'évaluation défavorable ou d'une mention d'évaluation réservée. "

Art. 26. L'article 119 n'est pas applicable.

Art. 27. L'article 120 doit se lire comme suit :

"Art. 120. Les emplois du cadre de l'Institut sont globalisés.

Art. 28. L'article 133 n'est pas applicable.

Art. 29. A l'annexe I, le litera "A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales" est remplacé par le litera suivant :

"A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales :

15 Fonctionnaire dirigeant ou dirigeante"

Art. 30. A l'article 30ter de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il y a lieu de lire à la place des termes "le Gouvernement", les termes "le Bureau".

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 32. Le Ministre de la Fonction publique, le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E. et le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mars 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1851

[2004/200949]

3 MAART 2004. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Institut voor Opleidingen tijdens de loopbaan)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 maart 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 13 maart 2003;

Gelet op het protocol nr. 290 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 15 mei 2003;

Gelet op het advies nr. 35.900/2 van de Raad van State, gegeven op 7 januari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 3 maart 2004;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de ambtenaren van het Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan, hierna "het Instituut" genoemd.

Art. 2. Onder voorbehoud van de door dit besluit nader bepaalde regels, zijn het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van toepassing op de ambtenaren van het Instituut.

De bepalingen die de bepalingen van de besluiten bedoeld bij het eerste lid wijzigen, aanvullen of vervangen, zijn van rechtswege toepasselijk op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, behoudens als zij betrekking hebben op de bepalingen waarvoor de bij dit besluit bedoelde aanpassingsmaatregelen worden getroffen.

Voor de toepassing van de hierboven vermelde regels op de ambtenaren bedoeld in artikel 1, dienen de woorden "ambtenaren van de Diensten van de Regering", die in deze voorkomen, te worden vervangen door de woorden "ambtenaren van het Instituut".

HOOFDSTUK II. — *Nadere regels voor de toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.*

Art. 3. Artikel 1 dient te worden gelezen als volgt :

"Artikel 1. De hoedanigheid van ambtenaar van het Instituut wordt toegekend aan ieder personeelslid dat er, in vast dienstverband, tewerkgesteld is".

Art. 4. Artikel 2, § 1 dient te worden gelezen als volgt :

"§ 1. Iedere ambtenaar wordt benoemd in een graad, overeenkomstig de tabel als bijlage 1 bij dit besluit, die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformaties vastgesteld voor het Instituut die overeenstemt met deze graad."

In hetzelfde artikel dient § 2, 1° te worden gelezen als volgt :

"1° in niveau 1 : vier rangen aangeduid met de nummers 10 tot 12 en 15."

Art. 5. Artikel 3 is niet van toepassing.

Art. 6. Artikel 6 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 6. De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit ambtenaren die titularis zijn van een graad ingedeeld in de rang 15."

Art. 7. De artikelen 7 en 8 zijn niet van toepassing.

Art. 8. Artikel 11 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 11. Binnen het Instituut bestaat er een Directieraad, die samengesteld is uit ambtenaren titularis van de graden ingedeeld in de rangen 15 en 12.

Hij wordt voorgezeten door de leidend ambtenaar. De voorzitter (ster) stelt het lid van de Directieraad aan dat hem bij afwezigheid of verhindering vervangt.

Elke individuele beslissing die door de directieraad wordt genomen ten opzichte van een personeelslid, gebeurt bij geheime stemming. »

Art. 9. Artikel 12 is niet van toepassing.

Art. 10. Artikel 14 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 14. Op eensluidend advies van de Directieraad wordt de cumulatie van activiteiten in privé- of overheidszaken door het Bureau toegelaten onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie heeft geen betrekking op een activiteit of een bezigheid die onverenigbaar is met de hoedanigheid van personeelslid van het Instituut;

2° de cumulatie valt niet samen met bijkomende periodes van activiteit die het normaal verrichten door het personeelslid van zijn ambtsplichten onmogelijk maken;

3° de cumulatie is niet van dien aard dat er een verwarring kan ontstaan voor het publiek tussen de ambtelijke activiteiten en de privé-zaken van het personeelslid.

De weigering van de cumulatie van activiteiten op basis van een onverenigbaarheid of een andere omstandigheid dan deze die bedoeld is bij de punten 2 en 3 van het vorig lid alsook de weigering van de cumulatie van activiteiten betreffende de opdracht uitgeoefend namens een andere Regering in privé-ondernemingen, worden door het Bureau, op advies van de Directieraad, beslist.

De beslissing van de Regering om aan een personeelslid van het Instituut een mandaat bedoeld in artikel 13, 2°, eerste lid, toe te wijzen, brengt van rechtswege een machtiging tot cumulatie voor het uitoefenen van dat mandaat met zich mee.

De personeelsleden die een machtiging tot cumulatie genieten in een activiteitssector dat onder hun bestuurs-, begrotings- of geldelijk toezicht staat, wat de activiteit betreft die zij in cumulatie uitoefenen en, desnoods, de derde instelling waarvoor deze activiteit wordt uitgeoefend, ervoor dat dit toezicht op zelfstandige manier wordt uitgeoefend door een ander personeelslid.

Art. 11. Artikel 16 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 16. Het Bureau kan elke betrekking van de laagste rang van elk niveau vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking van dezelfde rang die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven, ten einde er door werving in te voorzien."

Art. 12. In artikel 19 dient het tweede lid van paragraaf 1 te worden gelezen als volgt :

"Zij worden in dienst geroepen als stagiair, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, uiterlijk de eerste dag van de derde maand die volgt op die waarin de instantie die zich bezig houdt met de selectieprocedure de geslaagden ter beschikking van het Instituut heeft gesteld."

In hetzelfde artikel dient § 2 te worden gelezen als volgt :

"De stagiair ressorteert tijdens zijn stage onder de Leidend ambtenaar. Hij volbrengt zijn stage overeenkomstig artikel 24."

Art. 13. Artikel 23 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 23. § 1. De stage van de kandidaten voor de niveaus 1 en 2+ wordt volbracht onder het meesterschap van een Stagecollege, bestaande uit :

- de Leidend ambtenaar;
- de onmiddellijke hiërarchische meerdere van ten minste rang 10 onder wiens gezag de stagiair gesteld is.

§ 2. De stage van de kandidaten voor de andere niveaus wordt volbracht onder het gezamenlijk meesterschap van een stagemeeester en de onmiddellijke hiërarchische meerdere.

§ 3. De stagemeeester wordt door het Bureau benoemd onder de ambtenaren van het Instituut bekleed met een graad van rang 10 ten minste die een vormingsprogramma hebben gevolgd waarvan de inhoud wordt bepaald door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene Dienst voor Ambtenarenzaken van de Diensten van de Regering.

Art. 14. Artikel 28 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 28. In het in artikel 26, 1° bedoelde geval wordt de stagiair door het Bureau tot ambtenaar vastbenoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld. Hij wordt aangewezen voor een betrekking van zijn graad en van zijn categorie die in de personeelsformatie van het Instituut bestaat."

Art. 15. Artikel 29, tweede lid, dient te worden gelezen als volgt :

Indien de toelating tot de stage wordt vertraagd omdat een onderzoek geboden is om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in het Instituut door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat."

Art. 16. Artikel 30 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 30. De ambtenaren leggen de eed af bedoeld bij artikel 1° § 4 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, in handen van het Bureau of van een lid van het Bureau aan wie het Bureau deze bevoegdheid heeft overgedragen.

Indien zij weigeren de eed binnen de maand af te leggen, worden zij als ontheven van hun ambt geacht."

Art. 17. Artikel 37 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 37. Behoudens wat de bevordering in een vlakke loopbaan betreft en onverminderd artikel 17 sexies, § 3, kan het Bureau elke betrekking vacant verklaren, die definitief onbezet staat of elke betrekking die binnen de zes komende maanden definitief onbezet zal blijven ten einde er door bevordering, door verandering van graad, door verandering van categorie, door overdracht of door overplaatsing in te voorzien."

Art. 18. Artikel 38 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 38. § 1. Wanneer de aard van het uit te oefenen ambt het vergt of wanneer de behoeften van de dienst het verantwoordend, kan het Bureau, na advies van de Directieraad, bijzondere voorwaarden bepalen voor de benoeming door bevordering, door overgang naar het hogere niveau, door verhoging in graad, door verandering van graad of door verandering van categorie.

Deze voorwaarden omvatten, inzonderheid, de bijzondere titels, bekwaamheid en kwalificaties vereist voor de benoeming.

Het nagaan van de vereiste bekwaamheid gebeurt volgens de nadere regels bepaald door het Bureau.

De bijzondere voorwaarden worden opnieuw ter kennis van de ambtenaren gebracht ter gelegenheid van de oproep tot de gegadigden.

§ 2. Alvorens een betrekking vakant te verklaren, beslist de overheid belast met de benoemingsbevoegdheid of, rekening houdend met de behoeften van de dienst, een ambtsprofiel met betrokken betrekking moet overeenstemmen.

Indien vereist, wordt het ambtsprofiel samengesteld door de Directieraad.

Het wordt ter kennis gebracht van de ambtenaren bij de oproep tot de gegadigden."

Art. 19. Artikel 39 is niet van toepassing op de ambtenaren-generaal.

Art. 20. Artikel 70 dient te worden gelezen als volgt :

"Jaarlijks wordt een naamlijst van de ambtenaren van het Instituut bekendgemaakt met vermelding van hun niveau, hun administratieve anciënniteit, hun categorie, hun geboortedatum alsook de weddeschaal die hun wordt toegekend."

Art. 21. Artikel 71 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 71. Er wordt een organogram van het Instituut bekendgemaakt waarin de structuur wordt opgenomen met vermelding van de verantwoordelijke ambtenaren.

Bij elke wijziging van de structuur van het Instituut wordt een nieuw organogram bekendgemaakt.

Art. 22. Artikel 72 is niet van toepassing.

Art. 23. De artikelen 94 tot 98 zijn niet van toepassing.

Art. 24. Artikel 106 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 106. Er wordt een Raad van Beroep voor het Instituut ingesteld, die bevoegd is voor de ambtenaren van bedoeld Instituut, behalve de ambtenaren-generaal."

Art. 25. Artikel 107, § 4, dient te worden gelezen als volgt :

"§ 4. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter waaruit de Raad van beroep bevoegd voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering samengesteld is, oefenen dezelfde functies uit binnen de Raad van beroep bedoeld in artikel 106."

In hetzelfde artikel dient § 5 te worden gelezen als volgt :

"§ 5. De assessoren en de plaatsvervangende assessoren worden voor de helft aangewezen door de vakorganisaties die in het Onderhandelingscomité van Sector XVII zijn vertegenwoordigd naar rato van één assessor en twee plaatsvervangende assessoren per vakorganisatie. Voor de andere helft worden zij door de Regering aangewezen.

De assessoren worden gekozen onder de ambtenaren van het Instituut of het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, die ten minste 35 jaar oud zijn en vijf jaar dienstanciënniteit tellen. Bij gebrek aan ambtenaren die aan deze voorwaarde voldoen, kan ervan afgeweken worden. Zij mogen geen vermelding van ongunstige evaluatie noch een vermelding van evaluatie "met voorbehoud" hebben gekregen."

Art. 26. Artikel 119 is niet van toepassing.

Art. 27. Artikel 120 dient te worden gelezen als volgt :

"Art. 120. De betrekkingen in de personeelsformaties van het Instituut worden geglobaliseerd.

Art. 28. Artikel 133 is niet van toepassing.

Art. 29. In bijlage I wordt letter "A. Ambtenaren-generaal" vervangen door de volgende letter :

"A. Ambtenaren-generaal :

15 Leidend ambtenaren".

Art. 30. In artikel 30 ter van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap dienen de woorden "het Bureau" in plaats van de woorden "de Regering" te worden gelezen".

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 31. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 32. De Minister van Ambtenarenzaken, de Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E." en de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs worden, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 maart 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1852

[2004/201531]

6 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation et portant conditions intégrales relatives aux bassins de natation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 6, 7 et 8, 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 13 mars 2003 portant conditions intégrales relatives aux bassins de natation :

Vu l'avis du Conseil d'Etat 36.865/4 rendu le 27 avril 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 19 de l'arrêté du Gouvernement du 13 mars 2003 portant conditions sectorielles relatives aux bassins de natation est remplacé par :

"§ 1^{er}. La surveillance est adaptée au type d'installation ainsi qu'au taux et au type de fréquentation de la piscine.

L'exploitant établit un programme de surveillance propre à son établissement. Ce programme est laissé à la disposition de l'agent chargé de la surveillance.

§ 2. Les baigneurs sont sous la surveillance directe et constante d'au moins une personne responsable de leur sécurité.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale supérieure à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet supérieur de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu du décret de la Communauté française du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 janvier 1993 concernant la commission des sports et la définition de ses devoirs ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

Dans un bassin de natation d'une hauteur d'eau maximale inférieure ou égale à 1,4 mètre, les personnes responsables de la sécurité des baigneurs sont en possession du brevet de base de sauvetage aquatique délivré ou homologué par l'autorité administrative compétente en vertu du décret de la Communauté française du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française ou en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 27 janvier 1993 concernant la commission des sports et la définition de ses devoirs ou de toute autre qualification reconnue équivalente par celle-ci.

§ 3. Les sauveteurs responsables de la sécurité des baigneurs reçoivent au moins une fois par an un entraînement obligatoire aux méthodes de premiers soins, de réanimation et de sauvetage.

Les modalités de cet entraînement sont reconnues par l'autorité administrative compétente visée au § 2, alinéas 2 et 3.